

cela devenait nécessaire. Je ne crains pas de dire que nous devrions créer une marine canadienne pour la défense du Canada ou pour venir en aide à l'empire, ni même de donner une contribution directe pour aider à l'empire si le jour du péril arrivait. Pas un Canadien ne s'opposerait à cela. On a dit que si nous donnions une contribution nous devrions avoir le contrôle de son emploi. Je ne suis pas tout à fait de cet avis. Nous sommes libres de donner si nous voulons. Nous sommes libres de donner à la mère patrie \$10,000,000 ou \$20,000,000 pour aider au maintien de l'intégrité de l'empire, et nous ne nous départissons pas par là du principe de contrôler nos propres dépenses. De cent manières différentes nous accordons de l'argent dont nous ne contrôlons jamais l'emploi. Ce n'est pas du tout comme l'imposition de taxes dont nous ne connaissons pas l'emploi. Lorsque nous imposons des taxes sur le peuple, le pays en contrôle la dépense par ses représentants dans le Parlement. Mais si le parlement anglais nous imposait une taxe, ce qu'il est parfaitement libre de faire, nous aurions raison de refuser de la payer à moins que nous n'ayions les moyens de dire comment l'argent sera employé. Mais il n'y a rien de contraire au patriotisme ou à la constitution, et il n'y a pas d'humiliation pour nous en offrant une contribution substantielle au parlement anglais pour la défense de l'empire. Cela serait peut-être le moyen le plus prompt et le plus facile de régler la difficulté; il aurait peut-être pour effet de faire réfléchir toute nation qui pourrait songer à attaquer l'empire anglais. A mon avis, et je crois exprimer ici l'opinion de la masse du peuple canadien, il n'y aurait rien de mal pour le Gouvernement d'offrir immédiatement de l'argent pour aider la mère patrie à construire sa marine, si c'était nécessaire. Mais le point fondamental d'une marine est qu'elle doit être efficace et soustraite absolument à la politique, autant qu'il se peut. Aujourd'hui le peuple anglais croit avoir atteint l'efficacité dans la construction de sa marine. Il y a eu autrefois des scandales, mais on les a fait disparaître et il n'y a pas aujourd'hui de meilleur service en Angleterre, et même dans tout le monde, que celui de la marine anglaise.

En mon propre nom et au nom des électeurs que je représente, et je crois aussi d'une très grande partie de la population du pays, je suis prêt à dire que nous sommes Anglais tout autant que Canadiens. Nous faisons partie de l'empire britannique et sommes prêts à en accepter toutes les responsabilités, quelles qu'elles puissent être, afin de maintenir l'intégrité et la gloire de l'empire, comme l'intégrité et l'honneur du nom canadien.

L'hon. G. E. FOSTER (Toronto-nord):
Il y a un ou deux points de l'adresse en ré-
M. W. F. MACLEAN.

ponse au discours du trône, au sujet desquels je désire dire quelques mots. Je constate une omission, omission que je ne m'attendais pas trouver surtout cette année. Ni dans le discours du trône, ni dans l'adresse en réponse à ce discours, on ne fait allusion à la récolte abondante dont le pays a été favorisé. Jusqu'à cette année le Gouvernement se faisait un orgueil d'être comme associé, bien qu'associé si lencieux, avec la Providence, et dans des occasions précédentes, il a avoué cette société, et s'en énorgueillissait beaucoup. Qu'est-il arrivé depuis, je ne le sais pas. Mais cette année, si nous considérons la quantité, la qualité et la valeur nous avons dans tout le pays une récolte sans précédent, et il n'y a certainement eu dans le passé une année dans laquelle une récolte abondante et de bon prix était si grandement essentielle à la prospérité du pays. Mais chose étrange, le Gouvernement, pour une raison que je ne connais pas, a omis de mentionner ce fait, et a essayé de créer l'impression que toute la prospérité était due au chemin de fer projeté de la baie d'Hudson, au Grand-Tronc-Pacifique, auquel on attribue beaucoup, à l'immigration et à d'autres choses, sans oublier cette sagesse qui est l'attribut de tout gouvernement, et que mon honorable ami s'est attribué cet après-midi. Ce sont ces choses, et ces choses seules, d'après l'honorable premier ministre, qui ont produit la grande prospérité actuelle du pays. Voyons ce que cette prospérité aurait été si, au lieu d'avoir une récolte abondante, de bonne qualité et rapportant de bons prix, nous avions eu une récolte très pauvre ou moyenne. Quelle est la raison qui a porté mon très honorable ami à jeter la Providence par-dessus bord et lui fait aujourd'hui attribuer à lui-même et à son cabinet tout le mérite de la prospérité de l'année présente? Les honorables collègues de la droite qui m'ont précédé, ont parlé, avec beaucoup de réserve, je dois dire, des finances du pays.

On fait observer que la période de gêne financière semble close et que les recettes du trésor tendent à augmenter. On fait observer également,—mais sans trop y insister,—que l'année financière s'est réglée par un excédent d'un million de dollars, si je ne me trompe. Or, nous avons en main une entreprise de transport de grande importance, qui a coûté très cher et qui est susceptible d'être utilisée de bien des manières; je veux dire le chemin de fer intercolonial. A l'inspection des livres du ministre des Chemins de fer et des Canaux, je vois qu'il s'est produit dans l'exploitation de ce chemin de fer, en 1908, un déficit d'un peu plus de \$800,000. Je constate, en outre, qu'en vue de restreindre le chiffre de ce déficit une somme de \$3,800,000, provenant d'emprunts ou prélevée sur le Trésor, a été dépensée pour le chemin de